

LE DEVOIR

CAHIER **G**

Aujourd'hui, l'Afghanistan



Un pays divisé

*Le soutien canadien
au développement
est exceptionnel*

L'Afghanistan. Ce pays si lointain fait partie de notre quotidien depuis maintenant six ans. Un quotidien aux allures trop souvent tragiques. À travers leur participation à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN, les militaires canadiens sont sur la ligne de feu. Jamais, depuis la guerre de Corée, ils n'ont dû payer un si lourd tribut en vies humaines. Suivie pas à pas par tous les médias, leur mission est l'objet de remises en question constantes. Le pays est divisé comme il ne l'a jamais été, à tel point qu'on peut croire que le Parlement canadien, qui ces prochains mois sera appelé à se prononcer, ne prolongera pas la mission militaire canadienne au-delà du mois de février 2009. Du moins, pas dans les conditions actuelles.

La mission du Canada en Afghanistan n'est pas que militaire. L'attention médiatique ponctuée au rythme de la mort de soldats a pour effet d'occulter le second volet de l'engagement du Canada, portant sur l'aide humanitaire et le soutien au développement. Cet engagement, qui vaut jusqu'en 2011, a été pris dans le cadre du Pacte de l'Afghanistan conclu en 2006 entre le gouvernement afghan, les Nations unies et une soixantaine de pays et d'organisations internationales. Ce pacte porte sur la sécurité, le développement et la gouvernance de ce pays.

Le soutien au développement qu'apporte le Canada à l'Afghanistan est exceptionnel. À travers les programmes de l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI), ce sont 1,2 milliard de dollars qui seront consacrés à la reconstruction de ce pays. Cela représente une large part des budgets de cet organisme, mais correspond à l'approche adoptée par le gouvernement canadien il y a quelques années, qui consiste à concentrer son aide pour éviter de disperser des efforts se révélant alors sans effets durables. L'Afghanistan est aujourd'hui le principal bénéficiaire de cette politique, comme le sont aussi Haïti et le Soudan.

Au contraire de la mission militaire, l'engagement humanitaire pour la reconstruction de l'Afghanistan reçoit de la part des Canadiens un large appui, car il correspond davantage à leurs valeurs et à la tradition du pays. Plusieurs jugent que l'effort fait en cette matière demeure insuffisant, surtout en regard du coût de la mission militaire, qui mobilise cinq fois plus de ressources financières. Pour certains, l'effort militaire est ce qui vient en premier. Pour assurer la reconstruction du pays, il faut d'abord le sécuriser et asseoir l'autorité du gouvernement afghan. Pour d'autres, il faut au contraire mettre l'accent sur l'aide humanitaire et améliorer les conditions de vie du peuple. Il sera impossible de pacifier le pays si l'on ne gagne pas d'abord le cœur des Afghans. Chose certaine, l'atteinte de résultats, qu'ils soient aux plans militaire ou humanitaire, comporte un haut degré de difficultés.

Faire le point

Au moment où arrive le tour d'un régiment du Québec, le 22^e, d'être au cœur des opérations militaires dans la région de Kandahar, *Le Devoir* a voulu faire le point sur la présence canadienne en Afghanistan, d'où ce cahier spécial. Dans le débat qui a cours, il faut prendre le temps de bien comprendre la nature et le contexte de cet engagement et mesurer les enjeux. D'emblée, nous avons choisi de mettre l'accent davantage sur la mission humanitaire, question de ramener les projecteurs sur ce volet. Nos reporters, Claude Lévesque et Pedro Ruiz, ont passé une partie de l'été sur le terrain afghan à visiter des projets de développement. Un spécialiste des questions militaires, Marc André Boivin, s'est pour sa part rendu aux quartiers généraux de l'OTAN à Kaboul, Herat, Kandahar et Mazar-i-Sharif. Il nous situera la présence militaire canadienne dans le cadre plus vaste de l'intervention internationale en Afghanistan.

Ce n'était pas la première fois que *Le Devoir* se rendait dans ce pays. Claude Lévesque y était allé il y a trois ans. Ce printemps, Alec Castonguay s'est rendu à Kandahar pour suivre les opérations militaires. Marc André Boivin nous avait déjà fait le compte rendu de missions précédentes. Nous avons aussi publié plusieurs analyses et éditoriaux ainsi que des livres d'opinions de lecteurs. Ces textes et ceux contenus dans ce cahier seront réunis dans notre site Internet *LeDevoir.com*, dans une section qui offrira une vue d'ensemble encore plus complète du dossier afghan.

La réalisation de ce projet a été rendue possible grâce à la collaboration du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix. Celui-ci a contribué à la recherche pour ce cahier et a élaboré dans son site Internet (<http://www.operationspaix.net/>) une vitrine sur le Canada en Afghanistan. Nous avons aussi reçu le soutien financier de l'ACDI à travers son programme Initiative journalisme et développement.

Le Devoir

PEDRO RUIZ

Le quotidien électronique sur la mission afghane

La page Le Canada en Afghanistan
allez à : cerium.ca/mission

Réseau francophone de recherche
sur les opérations de paix



CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES
INTERNATIONALES



Université
de Montréal



AFGHANISTAN

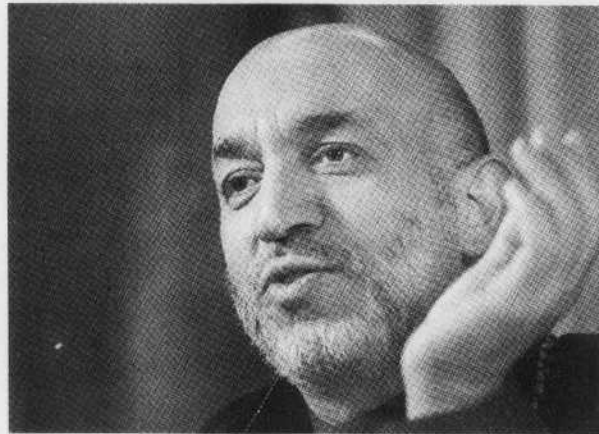


Des soldats de la force militaire de l'OTAN patrouillent dans les rues de Kaboul.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Ce pays que nul envahisseur n'a jamais conquis

En 2001, il ne restait plus qu'à élire un gouvernement...

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR
Le président afghan Hamid Karzai est un Pachtoun issu d'une influente famille de Kandahar.

La question est incontournable: pourquoi parle-t-on encore de l'Afghanistan, cette terre de roches perdue à l'autre bout du monde? La déroute des talibans ne semblait-elle pas totale à la fin de 2001, quand l'Alliance du Nord s'est emparée de Kaboul et des autres régions septentrionales du pays, tandis qu'«Enduring Freedom», cette coalition occidentale menée par les États-Unis, prenait peu après le contrôle de Kandahar, le véritable fief de la milice intégriste, et des autres capitales provinciales du sud?

CLAUDE LÉVESQUE

On a cru à la fin de 2001 que la plupart des talibans allaient sagement retourner à la vie civile et que les militaires occidentaux viendraient facilement à bout des irréductibles et de leurs alliés étrangers, parmi lesquels se cacheraient toujours le chef arabe du réseau al-Qaïda, Oussama ben Laden.

Déjà en décembre 2001, une grande conférence a réuni en Allemagne des diplomates de divers pays, des représentants de l'Organisation des Nations unies et des organismes humanitaires, ainsi que des notables afghans, dans le but d'élaborer un plan de redressement national prévoyant, entre autres, la tenue d'une assemblée constituante et un calendrier électoral.

Prise de pouvoir

Hamid Karzai, un Pachtoun issu d'une influente famille de Kandahar, a été désigné président d'un gouvernement «provisoire», un choix qui a été confirmé par la «jirga constitutionnelle» de décembre 2003. L'idée était évidemment de faire contrepoids au pouvoir des chefs tadjiks de l'Alliance du Nord qui s'étaient rendus maîtres de la capitale.

Les Pachtouns, qui représentent environ 40 % d'une population généralement estimée à 29 millions d'habitants, ont traditionnellement dominé la vie politique en Afghanistan. La famille royale, les talibans et le président Karzai sont tous issus de ce groupe ethnique. Les Pachtouns partagent un territoire un peu plus grand que la

France avec plusieurs autres ethnies, dont les Tadjiks (25 %), les Hazaras, les Ouzbeks et les Turkmènes.

Les progrès réalisés grâce à une substantielle aide internationale et la sécurité assurée par la force d'assistance à la sécurité de l'OTAN, qui a remplacé l'opération Enduring Freedom dans certaines régions, ont aidé M. Karzai à se voir clairement confirmé dans ses fonctions par le verdict des urnes en octobre 2004.

Un an plus tard, des élections législatives tenues dans des circonstances beaucoup moins favorables ont permis à des chefs de guerre soupçonnés d'exactions et même à de présumés barons de la drogue d'obtenir des sièges au Parlement. Ils côtoient aujourd'hui de véritables réformateurs, des intégristes de diverses obédiences, quelques talibans repentis et 68 femmes élues grâce à un système de quotas.

Offensives militaires

Pendant ce temps, 20 000 soldats, surtout américains et britanniques, ont continué à traquer les talibans et al-Qaïda dans le sud et l'est du pays sous la bannière d'Enduring Freedom. On en entendait relativement peu parler à l'époque, surtout quand l'attention du monde s'est portée vers l'Irak.

La situation dans le sud de l'Afghanistan s'est corsée à partir de la fin de 2005, quand il a été question d'y déployer des forces de l'OTAN. Ce n'était probablement pas le fruit du hasard, mais plutôt une tentative d'intimidation de la part des talibans. L'idée que des militaires allaient s'y battre au lieu de continuer à assurer le maintien de la paix à Kaboul ou à Bamian a suscité, et suscite encore, de vifs débats au Canada et dans d'autres pays concernés.

Les forces canadiennes doivent aujourd'hui créer les conditions nécessaires pour que la reconstruction et le développement socio-économique reçoivent un coup d'accélérateur dans le sud afghan. En théorie, la mission reste moins offensive que celle d'Enduring Freedom, mais la distinction n'est pas toujours évidente sur le terrain.

Comblent des retards

On veut que le sud comble son retard en matière de sécurité et de qualité de vie, sans qu'il les talibans qui en sont originaires pourraient bien être de nouveau perçus comme une solution de rechange au gouvernement en place.

La partie n'est d'ailleurs pas tout à fait gagnée dans

ONG canadiennes

Une présence qui fait la différence

L'aide humanitaire canadienne totalisera plus d'un milliard en 2011

On entend peu parler d'elles, et pourtant leur présence fait souvent toute la différence. Elles seraient près de 2400, ces organisations non gouvernementales (ONG) internationales et nationales présentes en Afghanistan, à gérer des fonds et à mettre en œuvre l'aide au développement. Et surtout à travailler souvent là où le gouvernement ne peut pas ou ne veut pas aller.

LISA-MARIE GERVAIS

«Le fait qu'on travaille à l'extérieur de la sphère politique et que nous ne sommes pas partie prenante au conflit par une quelconque affiliation militaire nous permet de nous rapprocher des gens», affirme Samantha Nutt, fondatrice de War Child Canada, une ONG qui travaille auprès des Afghanes les plus démunies. «En plus, on a le luxe de ne pas passer par toutes les bureaucraties compliquées des organismes gouvernementaux», poursuit-elle en insistant sur l'importance du travail des ONG.

Aide canadienne

Depuis la chute des talibans en 2001, le Canada est plus présent que jamais dans ce pays d'Asie en reconstruction. Sur le lot des organismes d'aide qui sont sur le terrain depuis la fin de la guerre, une dizaine d'ONG seulement sont canadiennes, financées en grande majorité par l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI). Les sections canadiennes de l'UNICEF, de CARE et de War Child, entre autres, y ont des projets. La Fondation internationale d'aide au développement (en anglais IRDF, autrefois le Programme d'aide internationale aux réfugiés, IRRF) a des

projets d'aide aux femmes, tandis que Droits et démocratie soutient et coordonne des activités entourant la réforme du droit familial et l'écriture de la Constitution. Plusieurs autres programmes d'ONG ou d'organismes qui ne sont pas canadiens reçoivent également de l'aide de l'ACDI, d'où la majorité du financement provient.

Depuis 2002, l'Afghanistan est d'ailleurs le plus important bénéficiaire d'une aide bilatérale canadienne. En mai 2006, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il augmenterait de près d'un milliard l'aide accordée à ce pays entre 2001 et 2011. L'an dernier, à travers l'ACDI, 139 millions ont été donnés dont 39 millions à Kandahar.

Mais l'organisme tient à préciser que le Canada ne s'est pas seulement intéressé au pays depuis la chute des talibans. Il était là avant 2001, à une époque où l'aide apportée était surtout humanitaire. Or ce financement était beaucoup moindre, soit entre 10 et 20 millions par année. Désormais, les priorités du Canada concernent davantage l'aide au développement rural et communautaire, la promotion de la bonne gouvernance et le rôle des femmes et des filles dans la société.

On a récemment reproché à

l'agence canadienne de financer des projets, comme la construction d'un hôpital, apparemment absents sur le terrain. L'organisme s'est défendu en précisant que le retard d'implantation s'explique par le fait que l'allocation des fonds doit être conforme à un calendrier échelonné sur plusieurs années.

L'œuf ou la poule?

Stabiliser d'abord ou reconstruire? Cette question fondamentale semble se poser d'emblée aux ONG qui travaillent sur le terrain dans des pays qui ont été ravagés par la guerre. En visite dans les bureaux de l'OTAN l'été dernier, une importante coalition d'ONG présentes en Afghanistan a, à sa façon, tranché la question: «La sécurité et la reconstruction vont de pair». Pour Samantha Nutt, de War Child, ce cruel dilemme demeure effectivement insoluble. «C'est une situation de conflit qui ne connaît pas la paix si les ONG ne sont pas là pour aider à combler les besoins en santé, en eau potable, en nutrition, à créer une forte société civile [...]. Mais, sans sécurité, les ONG ne peuvent pas fonctionner», note-t-elle. Elle insiste pour que les deux rôles soient clairement définis. «Le conflit en Afghanistan ne va pas se résoudre seulement avec les militaires. L'un ne peut pas être plus présente que l'autre», ajoute-t-elle.

N'empêche, au-delà des difficultés liées au financement et au manque de ressources et d'effectifs, Mme Nutt admet que les principales difficultés sont étroitement liées au danger sur le terrain. «On travaille dans l'un des endroits les plus vulnérables du monde. C'est quelque chose qui conditionne nos activités sur le terrain», dit-elle.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Les sections canadiennes de l'UNICEF, de CARE et de War Child ont plusieurs projets en Afghanistan pour venir en aide aux femmes et aux enfants les plus démunis.

Pour Jayne Barow, directrice de programme pour la Fondation canadienne Aga-Khan, qui déploie un programme de développement rural dans le Nord, l'une des plus grandes difficultés

vient de l'urgence d'agir. «Mais si on pouvait démontrer que le développement fonctionne au Nord, nous pourrions éviter que se répande l'instabilité qui règne au Sud et constituer un exemple posi-

tif et une inspiration pour tous ceux qui cherchent à obtenir la paix et la sécurité ailleurs au pays», croit-elle.

Le Devoir

AFGHANISTAN



SAEED ALI ACHAZAI

Les talibans sont de plus en plus actifs dans plusieurs régions du pays.

le nord. Depuis deux ans, quelques attentats suicide ont semé la désolation à Kaboul. La police et l'armée afghanes demeurent impuissantes dans plusieurs districts où des chefs de guerre sévissent encore, même si le désarmement des principales milices est officiellement chose faite.

L'alphabetisation et le développement économique constituent des défis colossaux. La culture et l'exportation du pavot à opium ont repris de plus belle depuis 2001. Elles ont touché presque toutes les régions de l'Afghanistan. Il est probable que les talibans en tirent profit à l'heure actuelle.

L'Afghanistan est peut-être le bout du monde pour nous, mais il se trouve au carrefour de plusieurs grandes civilisations. Ce pays enclavé doit à cette situation géographique la richesse de sa culture, mais aussi le fait d'avoir été envahi au cours de son histoire par plusieurs grands empires, qui s'y sont tous cassés les dents. On pense aux Grecs, aux Arabes, aux Turcs, aux Mongols et aux Perses pendant l'Antiquité et le Moyen Âge.

Au milieu du XVIII^e siècle, des tribus pachtoutes ont évincé leurs maîtres persans et constitué autour de Kandahar un nouveau royaume, qui allait graduellement s'étendre jusqu'aux frontières actuelles de l'Afghanistan. Au XIX^e siècle et au début du XX^e, ce nouvel Etat s'est trouvé au centre de ce qu'il est convenu d'appeler le «Grand Jeu», soit la rivalité entre l'empire des tsars et les Indes britanniques. A l'occasion de trois «guerres afghanes», les soldats de Sa Majesté ont appris à leurs dépens jusqu'où peut aller la volonté de résistance des guerriers pachtoutes.

Après soixante ans d'un «superbe isolement», l'Afghanistan s'est vu pris en sandwich dans un autre bras de fer, entre les Etats-Unis et l'Union soviétique cette fois. Pour battre l'Armée rouge, les moudjahidines ont bénéficié des armes et des dollars américains, de l'endoctrinement et des pétrodollars saoudiens et de l'appui logistique du Pakistan.

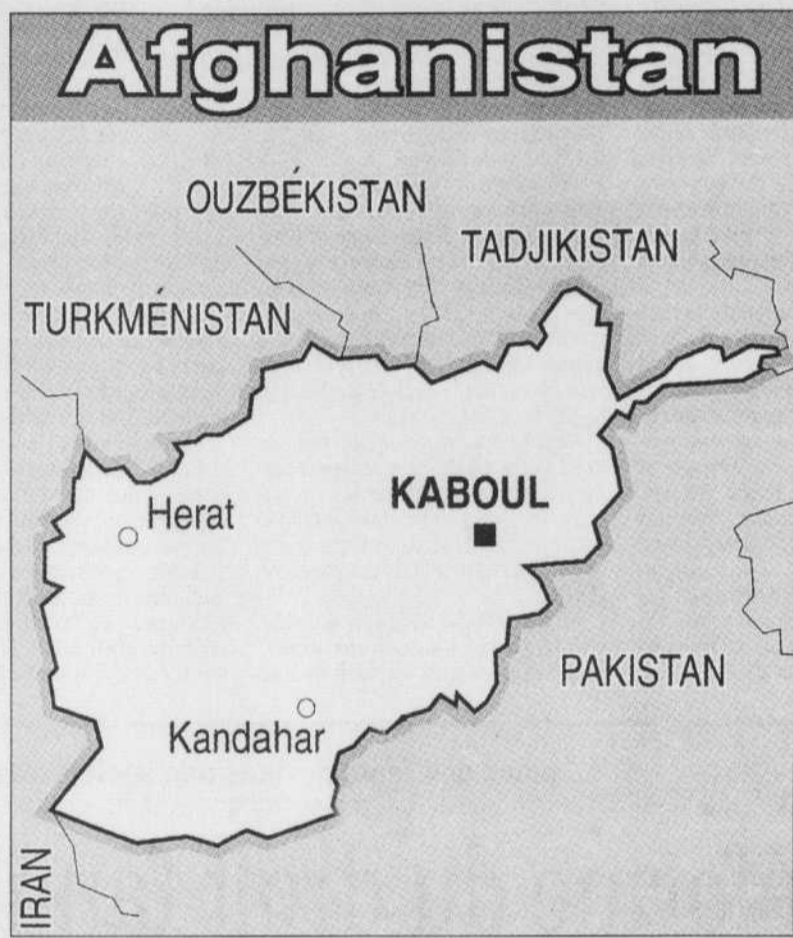
Après le retrait soviétique et la chute du mur de Berlin en 1989, l'Afghanistan, déchiré par une guerre civile, a semblé perdre son intérêt aux yeux des stratèges occidentaux. Il n'en a pas été ainsi pour les intégristes de la péninsule arabe et pour les militaires et les espions pakistanais, qui ont continué à y placer leurs pions.

Le réveil a été brutal le 11 septembre 2001.

Le Devoir

La police
et l'armée afghanes
demeurent impuissantes
dans plusieurs districts
où des chefs de guerre
sévissent encore, même
si le désarmement
des principales milices
est officiellement
chose faite

L'alphabetisation
et le
développement
économique
constituent des
défis colossaux



SOURCE AFP

L'AFGHANISTAN
EN CHIFFRES

Démographie	
Population (2005)	29 863 000
Densité (2005) (hab./km ²)	45,8
Croissance annuelle (2000-2005) (%)	4,6
Indice de fécondité (2000-2005)	7,48
Mortalité infantile (2000-2005) (%)	14,9
Espérance de vie (2000-2005)	46,0 ans
Population urbaine (2004) (%)	23,8
Indicateurs socioculturels	
Nombre de médecins (par 1000 hab.)	0,19
Analphabétisme (hommes) (%)	56,9
Analphabétisme (femmes) (%)	87,4
Espérance de scolarisation	6,2 ans
Armée	
Nombre	27 000 hommes
Économie	
PIB total (2002)	6 700 000 000 \$
Croissance annuelle (1994-2004) (%)	11,8
Croissance annuelle (2005) (%)	13,8
PIB par habitant (PPA) (\$)	225
Investissement (FBCF) (% PIB)	43,5
Taux d'inflation (%)	12,9
Énergie (taux de couverture) (%)	55,2
Dépense publique Défense (% PIB)	14,5
Dette extérieure totale	8 500 000 000 \$
Echanges	
Importations (douanes)	2 579 000 000 \$
Exportations (douanes)	242 000 000 \$

D'après L'État du monde 2007,
La Découverte/Boréal

Difficile démocratie

« La majorité des membres du gouvernement et du Parlement ont violé les droits fondamentaux »

Sur papier, l'Afghanistan a tout ce qu'il faut pour être considéré comme une démocratie et un État de droit.

CLAUDE LÉVESQUE

On a tenu en 2004 et en 2005 en Afghanistan des élections présidentielle et législatives à candidatures multiples. C'était la première fois que les Afghans élaient leur chef d'Etat et la deuxième fois qu'ils votaient pour leurs législateurs.

Le pays s'est doté de codes de loi s'inspirant à la fois de l'islam et de principes laïques modernes comme l'égalité entre les sexes. La loi interdit aujourd'hui la possession d'armes, sauf pour les membres des organes de sécurité reconnus. Le gouvernement a signé en 2002 la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination.

La réalité est quelque peu différente. Les Afghans, qui entretenaient de grands espoirs en 2004, remettent aujourd'hui en question la légitimité de leur gouvernement et ne font pas confiance au système de justice formel, préférant dans bien des cas s'en remettre aux tribunaux coutumiers.

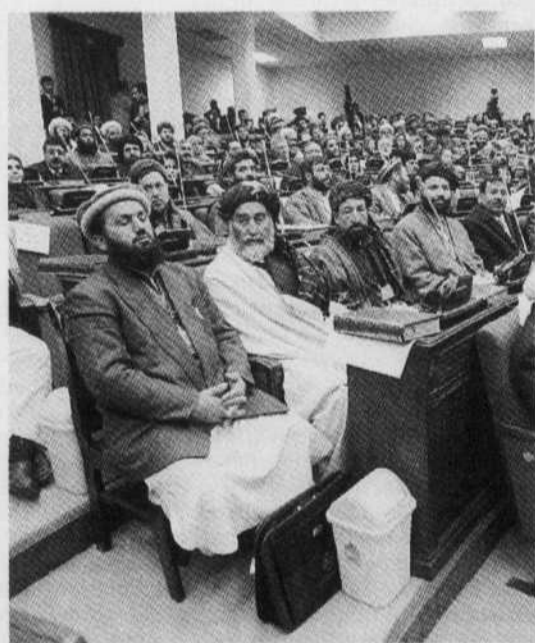
Grâce à l'aide internationale, le gouvernement central a réussi à augmenter ses capacités institutionnelles et à mettre en œuvre maints projets de développement, mais de nombreux Afghans n'ont pas l'impression d'en bénéficier. Ils retiennent surtout le problème de sécurité, de chômage, d'accès à la justice et de corruption.

Aux niveaux provincial et local, les organes d'Etat demeurent faibles, ce qui a permis à des milices et à des organisations criminelles de combler le vide, notait le Center for Strategic and International Studies (CSIS), dans un volumineux rapport publié en mars.

« Il faut s'attaquer en même temps aux problèmes de sécurité, de développement économique et de gouvernance: si nous avons un gouvernement qui fonctionne et qui assure la sécurité, le résultat est bon pour le développement économique. Lorsque les gens ont du travail et gagnent des salaires décents, ils songent à demander des comptes à leur gouvernement », juge l'ambassadeur du Canada en Afghanistan, Arif Lalani, insistant sur le fait qu'il n'a jamais rencontré d'Afghans qui souhaitent le retour des talibans.

Amnistie

Après avoir voté massivement lors de l'élection présidentielle de septembre 2004, les Afghans ont été



AHMAD MASOOD REUTERS

Le Parlement afghan réuni à Kaboul

beaucoup moins nombreux à se présenter aux urnes lors des élections législatives tenues un an plus tard. « Plusieurs électeurs se sont abstenus d'exercer leur droit de vote parce que des criminels figuraient parmi les candidats, ou en raison de la complexité du mécanisme électoral », selon le CSIS.

« L'absence de partis politiques en bonne et due forme a limité les possibilités qu'ont les Afghans d'exprimer leurs besoins et leurs intérêts après le jour du scrutin. Le débat et la prise de décisions efficaces au sein du nouveau Parlement s'en trouvent également limités. Cela a permis aux pires organisations criminelles de prospérer », relève également cet organisme basé à Washington.

Un projet de loi controversé prévoyant une amnistie pour les crimes de guerre commis depuis l'invasion soviétique en 1979 a été voté en mars par les deux chambres du Parlement. Le président Karzaï, après s'être vigoureusement opposé à ce projet de loi, s'est finalement contenté d'y apporter quelques amendements concernant les droits des victimes, ce qui a

été interprété comme un recul devant de puissants alliés désireux de s'auto-amnistier.

La Commission indépendante des droits humains d'Afghanistan continue de s'opposer à cette loi d'amnistie, qui aurait pour effet, selon son vice-président, Ahmed Fahim Hakim, d'« encourager les criminels de guerre à continuer d'agir de la même façon ».

« Nous avons fait parvenir au président Karzaï plusieurs lettres ouvertes. Nous aimerions que la communauté internationale nous appuie, mais jusqu'à présent seuls les Pays-Bas l'ont fait clairement », ajoute M. Hakim dans une entrevue réalisée en juillet.

« Nous nous sommes clairement opposés à cette loi, affirme l'ambassadeur Lalani. Nous continuons à presser le président Karzaï de mettre en œuvre le plan de justice transitoire qui traite de la responsabilité des gouvernants. D'ailleurs, les Afghans eux-mêmes auront l'occasion, lors d'élections à venir, de dire comment ils veulent appliquer ce principe. »

L'esprit de la loi d'amnistie va à l'encontre de ce plan, qui met surtout l'accent sur la reconnaissance symbolique des « souffrances subies par les Afghans » au moyen de cérémonies et de monuments commémoratifs, ainsi que sur l'interdiction faite aux criminels d'accéder aux hautes fonctions de l'Etat, mais qui n'exclut pas d'éventuels procès. A tout le moins, il évoque la possibilité d'une commission Vérité et réconciliation à la sud-africaine.

« La majorité des membres du gouvernement et du Parlement ont violé les droits fondamentaux », affirme M. Hakim, qui préfère ne pas donner de noms « à ce moment-ci ».

« Les simples citoyens vous donneront des centaines de noms. Que ce soit des leaders moudjahidines, des sous-ministres, des gouverneurs, des parlementaires, c'est très évident », poursuit M. Hakim, tout en reconnaissant que la présidence tient « souvent » compte des avis de la commission sur les candidats pressentis pour certains postes importants.

A l'issue des élections législatives de 2005, l'organisation non gouvernementale américaine Human Rights Watch avait nommé explicitement « les parlementaires Abdoul Rabb al-Rasul Sayyaf, Mohammed Qasim Fahim et Burhanuddin Rabbani, le ministre de l'Énergie, Ismail Khan, le chef d'état-major, Abdoul Rachid Dostum, et le vice-président, Karim Khalili ».

Désarmement

Au terme d'un programme de désarmement, de

démobilisation et de réinsertion (DDR) mis en œuvre entre février 2003 et juin 2006, 63 000 membres des anciennes forces armées afghanes ou des principales milices qui ont combattu les talibans après avoir mené le djihad contre l'occupant soviétique sont retournés à la vie civile ou se sont joints à la nouvelle armée nationale.

Le gouvernement afghan estime cependant qu'il reste pas moins de 1870 autres groupes armés plus petits et moins bien organisés, totalisant quand même 129 000 hommes. Un programme visant à les désarmer à leur tour est en cours depuis juin 2005.

En Afghanistan, le mot couramment employé pour désigner les véritables détenteurs du pouvoir, surtout à l'échelon local, est « commander ». Il peut tout aussi bien s'agir d'un chef de police nommé par le pouvoir légitime ou que d'un notable qui tient plusieurs hommes armés sous ses ordres. Il arrive souvent qu'un « commander » appartienne aux deux catégories.

Réfugiés

Le conflit qui sévit actuellement dans le sud du pays a forcé pas moins de 80 000 personnes à fuir leurs foyers, selon les Nations unies. Le problème de ces « réfugiés de l'intérieur » s'ajoute à celui que pose le retour de ceux de l'extérieur, que l'Etat afghan a du mal à réinsérer.

Au printemps dernier, l'Iran a ainsi chassé de son territoire 85 000 Afghans, dont certains qui y vivaient depuis des décennies. L'Iran et le Pakistan veulent faire rapatrier chez eux les millions de réfugiés qu'ils hébergent encore.

La famille Imamuddin est rentrée de l'Iran avec ses proches en 2005, après 24 ans d'exil en Iran. Comme ils n'ont pas les moyens de se payer une maison, ils vivent à six dans une tente achetée en Iran, sur un terrain vague à la périphérie de Kaboul, qu'ils partagent avec d'autres réfugiés et avec quelques familles de nomades pauvres.

M. Imamuddin survit en travaillant comme porteur et en vendant de menus objets. Il dit n'avoir jamais reçu d'aide du gouvernement ou des Nations unies. Sa famille est sur une liste d'attente. Ils sont rentrés volontairement, répondant à l'appel en ce sens que Karzaï avait lancé à l'époque aux réfugiés. « Nous ne sommes pas déçus parce que nous n'étions pas bien traités en Iran. Mais il est certain qu'il y a des problèmes économiques ici. »

Le Devoir

AFGHANISTAN

Des unités d'intervention familiale pour garantir aux femmes leurs droits civils

Moins de 35 % des enfants inscrits à l'école sont des filles

En Afghanistan, la rue appartient aux hommes. Les femmes obligées d'y déambuler se déguisent en courants d'air, en fantômes ou en coins de ciel bleu... la couleur habituelle de la fameuse burqa, toujours omniprésente dans l'espace public.

CLAUDE LÈVESQUE

L'Unité d'intervention familiale du poste de police numéro 10 de Kaboul est discrète, comme tous les endroits fréquentés par les femmes. Elle est aménagée dans une roulotte adossée au mur d'enceinte du poste, près d'une entrée secondaire.

Depuis son ouverture en mars, c'est l'endroit où les femmes battues du quartier et les jeunes filles qui cherchent à fuir un mariage arrangé vont porter plainte ou chercher de l'aide.

La discrétion est aussi l'un des traits dominants des trois femmes chargées de les accueillir. Nooria, Latifah et Shakila ont plutôt l'air de travailleuses sociales que de policières, mais elles font bel et bien partie des forces de l'ordre.

Ces femmes aux situations familiales et aux parcours différents ont en commun d'occuper des fonctions non traditionnelles dans un pays encore pétri de traditions.

Les talibans, qui ont sévi de 1994 à 2001, reconnaissent avoir besoin d'au moins quelques femmes, dans les services de santé et même dans la police. Mais leur philosophie passéiste leur commandait d'empêcher les filles de fréquenter l'école.

L'Afghanistan d'avant les talibans n'était pas très moderne, mais un certain nombre de femmes y ont exercé des professions et des métiers non traditionnels, au moins à partir de la fin des années 1960.

«Actuellement, il y a 233 policières [sur des effectifs de 62 000], dont l'ancienneté va de 30 ans à

«Plusieurs familles sont contentes. Elles croient que l'Unité d'intervention familiale règle mieux les problèmes que le système de justice», enchaine Latifah.

«Il y a beaucoup de cas de violence conjugale. Il y a eu des condamnations, note Nooria, qui ajoute: «Il arrive cependant que des femmes se rétractent parce qu'elles ne veulent pas que leur mari aille en prison.»

Les chiffres suggèrent que les victimes portent rarement plainte. L'Unité d'intervention familiale n'a traité, au cours de ses quatre premiers mois d'existence, que 35 cas, dont moins de la moitié concernaient la violence conjugale.

Promouvoir l'égalité des sexes

On compte actuellement une quinzaine d'unités de ce genre en Afghanistan. Le programme, qui est mis en œuvre par des conseillers américains, prévoit d'en établir prochainement dans tous les districts de Kaboul.

«Nous offrons une formation de base et ensuite des cours spécialisés sur la violence domestique et les droits humains», explique Rodney, un jeune ex-policier qui a travaillé à Phoenix (Arizona) et à Richmond (Virginie), avant de se joindre à DymCorp, une importante société de sécurité privée américaine.

«Nous essayons d'aider les femmes dans leurs relations avec leurs collègues masculins. Nous les encourageons à exprimer leurs idées», poursuit Rodney, qui travaille avec deux compatriotes de sexe féminin.

«L'égalité des chances est une priorité pour les Nations unies, mais, dans les faits, les fonds ne sont

pas à la hauteur des discours», dit Tonita Murray. L'enjeu est perçu comme un ajout un peu frivole à la réforme de la police.

Selon Mme Murray, l'ouverture à la présence de femmes dans les métiers non traditionnels dépend de l'attitude des responsables locaux et, quand ces derniers y sont favorables, du pouvoir qu'ils exercent effectivement. À Kandahar, capitale de la province où les soldats canadiens affrontent les talibans, on compte deux stagiaires de sexe féminin au centre régional de formation de la police.

«Les gens n'y sont pas particulièrement hostiles à l'idée», dit-elle.

Des écoles incendiées

C'est quand même dans le sud de l'Afghanistan qu'on déplore le plus grand nombre d'actes d'intimidation destinés à freiner l'émancipation des femmes: écoles incendiées, meurtres d'enseignants, de fonctionnaires et d'agents de développement communautaire.

«L'an dernier, 160 écoles y ont été brûlées, selon le gouvernement afghan. Dans la seule province d'Helmand, au moins 90 des 224 écoles qui avaient rouvert leurs portes depuis la chute des talibans les ont refermées à la suite d'attentats ou de menaces.

Or l'accès des filles à l'école depuis 2001 constitue l'une des avancées les plus souvent citées pour défendre le bien-fondé de l'intervention étrangère en Afghanistan.

Selon le ministère de l'Éducation, plus de six millions d'enfants sont inscrits à l'école pour l'année scolaire 2007-2008. Du nombre, moins de 35 % sont des filles, ce

qui donne une idée du chemin qui reste à parcourir. Près de la moitié des enfants d'âge scolaire ne vont toujours pas à l'école.

Une femme à la caméra

Mehria Azizi, la jeune vingtaine, a la passion de la caméra. Il y a trois ans, elle a parcouru les provinces rurales de l'Afghanistan avec 13 autres femmes journalistes pour recueillir des témoignages sur la condition féminine.

Le documentaire qui en a résulté, intitulé *Afghanistan Unveiled*, été présenté en Europe et en Amérique du Nord à l'occasion des festivals. Il a été montré à Montréal en décembre 2006.

Alors que la plupart de ses conseuses ont soit quitté le métier, soit quitté le pays, Mehria continue de travailler au centre de production de l'organisation non gouvernementale AINA, à Kaboul, où elle avait appris son art.

Après avoir participé à la production de trois autres documentaires longs métrages, elle tourne surtout, depuis un an, des annonces publicitaires et des bulletins de nouvelles. Elle travaille néanmoins depuis trois mois au tournage d'une série télévisée sur les difficultés familiales, série qui sera présentée sur plusieurs chaînes.

Mehria, Nooria, Latifah et Shakila font partie d'une petite minorité. La plupart des femmes aidées par les programmes gouvernementaux et les organisations internationales sont plutôt formées à des activités plus traditionnelles, comme la couture, la broderie, la joaillerie ou la fabrication de tapis. Il faut dire que l'Afghanistan compte d'innombrables veuves, adolescentes ou jeunes femmes qui doivent subvenir aux besoins de leurs familles. La majorité d'entre elles sont analphabètes.

«Actuellement, il y a 233 policières [sur des effectifs de 62 000], dont l'ancienneté va de 30 ans à

Le Devoir



Classe de filles en Afghanistan



Poliicière afghane à Kaboul

«Actuellement, il y a 233 policières [sur des effectifs de 62 000], dont l'ancienneté va de 30 ans à quelques mois»

CLAUDE LÈVESQUE LE DEVOIR

La place des femmes dans une société inégalitaire

La réforme du droit familial achoppe sur les traditions locales

Le sort des femmes varie selon les provinces ou les tribus au pouvoir

Après avoir souffert 25 ans de guerre et de soumission à la loi des talibans, l'Afghanistan est à reconstruire. Dans un pays en perte de repères où les institutions se sont effondrées, la question du droit revêt une importance cruciale.

LISA-MARIE GERVAIS

Malgré un certain climat de chaos post-guerre et contrairement à la croyance populaire, l'Afghanistan est un pays extrêmement sophistiqué en matière de lois.

«La première loi du Code de la famille, fait dans les années 60, fut à elle seule 360 pages», souligne Ariane Brunet, spécialiste des questions

législatives pour l'organisme Droits et Démocratie, qui travaille actuellement sur un projet de réforme du droit familial dans ce pays d'Asie.

Droit islamique, charia et droit coutumier

Le droit est un complexe amalgame entre le droit islamique, la charia et le droit coutumier, qui diffère selon les ethnies et les clans.

«Chaque ethnie a sa propre compréhension du Code, car il est investi du code du droit coutumier. La loi ne sera pas la même si je suis Pachtoun d'un tel clan ou Hazara, note Mme Brunet. C'est extrêmement compliqué. Nous, on essaie de voir si les Afghans sont prêts à envisager un code standard et dans quelle mesure ils sont prêts à le faire.»

En Afghanistan, où un tiers de la population vit dans un système tribal, les normes islamiques entrent souvent en contradiction avec les coutumes tribales. Par exemple, selon la charia, il faut au moins quatre témoins de la consommation de l'acte pour que quelqu'un soit reconnu coupable d'adultère. Mais, d'après le Pachtounwali (le code de coutumes de l'ethnie pachtoune qui renferme des règles prévalant sur toute autre loi), la rumeur (gossip) suffit pour condamner une femme. Ici, l'honneur l'emporte sur le respect de la morale.

Sur la question de l'héritage, le Coran permet à la femme de recevoir la moitié de la part des hommes, tandis qu'elle n'emporte pas un sou selon le code pachtoun. La dot est interdite par la charia mais, signe de prestige chez les Pachtoune, elle atteint des sommes de fortune inégales.

Quant au divorce, il est interdit. Les femmes qui prennent mari n'ont souvent plus aucun recours pour échapper à un mariage malheureux. C'est ce qui fait qu'elles sont de plus en plus nombreuses à vouloir mettre fin à leurs jours, notamment en s'immolant par le feu. Dans une étude effectuée par Medica Mondiale, un organisme allemand de défense des droits des femmes, une centaine de suicides de ce genre ont été rapportés au cours des deux dernières années à Kandahar. À Herat, près de la frontière avec l'Iran, le nombre serait deux fois plus élevé.

«On ne peut pas nier la réalité. Dans certains villages, oui, on échange les femmes. Au même titre que des terres ou du bétail», soutient Razmik Panossian, directeur de programmes à Droits et démocratie, qui revient d'un court séjour en Afghanistan. Il témoigne néanmoins du grand changement qui s'opère dans les villes, beaucoup plus rapidement que dans les villages.

«En plus de pouvoir voter, les

femmes peuvent désormais aller à l'école, occuper des postes dans des organismes gouvernementaux et internationaux et contribuer à l'économie en travaillant», rappelle M. Panossian en soulignant ce progrès.

«Mais on ne peut pas généraliser. À Kaboul, vous avez un mélange de femmes, certaines plus ouvertes que d'autres, même si elles s'habillent sobrement. Dans les villages, la structure tribale est beaucoup plus ancrée et les femmes sont davantage opprimées», ajoute-t-il en insistant pour parler d'espoir et de progrès.

Réécrire la loi

Financé en majeure partie par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le projet de cinq millions de dollars sur quatre ans qu'a élaboré Droits et Démocratie vise à soutenir les efforts des Afghans pour concrétiser les droits des femmes et des filles dans tout le pays. Mis en œuvre à Kaboul, à Kandahar et dans quatre autres provinces, le plan d'action est axé sur quatre initiatives principales, notamment la promotion des droits en général et l'élaboration d'une réforme progressive du droit familial, par les législateurs, les juristes, les autorités religieuses et les organisations de la société civile, qui correspondent à la Constitution afghane et aux obligations de l'État afghan en vertu du droit humanitaire international.

«Nous soutenons les Afghans dans leur effort pour créer un squelette, une structure sur laquelle ils vont baser le reste de leurs pratiques», explique Razmik Panossian. «Il est important de comprendre que ce n'est pas nous qui écrivons leurs lois. Nous ne faisons que faciliter le processus en jouant un rôle de coordination», poursuit-il. Géré depuis Kaboul, le projet n'engage pour l'instant aucun expatrié, que des Afghans. En plus du personnel de sécurité, ils sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

du droit islamique et celles du droit coutumier. «C'est un immense défi», assure M. Panossian. «Mais je suis confiant. Il y a beaucoup d'éléments progressistes dans la loi islamique», ajoute-t-il.

Résistances annoncées

Cet ambitieux projet de réforme n'est pas au bout de ses peines. Si tôt terminé, il devra affronter une certaine résistance à sa mise en application. «On ne peut pas arriver dans les villages et dire au malin: «Voici la nouvelle loi nationale, vous devez la faire respecter telle quelle [...] Vous devez signer votre action dans son contexte, bien parler la langue de l'ethnie, aller voir le conseil des aînés et peu à peu vous insérer dans la structure locale», dit M. Panossian. D'autant que c'est la manière d'enregistrer un document devant une instance qui détermine s'il a force de loi.

Incroyablement lent, le changement des mentalités ne s'opérera pas non plus en un jour. «On se trouve dans un État qui donne préférence à l'honneur de la famille et du mâle et aux questions de fierté tribale. Il est très dévoté à une plus grande masculinisation de la société», souligne Ariane Brunet.

Pour elle, l'Afghanistan d'aujourd'hui n'est pas le Moyen Âge ni le Québec des années 1940, où la femme mariée possédait bien peu de droits. «Ils ne sont pas arriérés, c'est plutôt que le droit est mal appliqué... Et, en le haut taux d'analphabétisme, beaucoup de gens demeurent dans l'ignorance de leurs droits et n'ont pas conscience des recours qu'ils ont à leur disposition», note Mme Brunet. Mais elle insiste et refuse d'embler toute comparaison avec les sociétés occidentales. «C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

«C'est beaucoup plus intéressant de comparer le droit de la famille de l'Afghanistan à celui du Maroc ou de la Tunisie, qui sont aussi des sociétés musulmanes. C'est comme comparer des pommes avec des oranges», croit-elle. Confiante pour l'avenir, elle rappelle qu'un bon vent de réforme du droit de la famille souffle actuellement dans d'autres pays musulmans, comme le Liban et l'Égypte. «Il faut que l'Afghanistan fasse partie de ces discussions qui enrichiront sa façon de voir la société», conclut-elle.

Le Devoir

AFGHANISTAN

Une « femme générale » émotive

Aziza Nazari est policière depuis 1973



Aziza Nazari nous reçoit dans son bureau de chef de la division des passeports.

Aziza Nazari a commencé à travailler dans la police en 1973, avec les huit autres femmes de sa promotion. C'était six ans seulement après que le gouvernement du temps eut décidé de leur ouvrir la profession.

Femme de petite taille, Aziza Nazari, qui nous reçoit dans son bureau de chef de la division des passeports, impressionne par son bon sens et par une simplicité proche de la candeur, qui la rendent immédiatement sympathique.

En 1973, son choix de carrière était-il bien vu par la société? «À l'époque, c'était un honneur pour les femmes de travailler dans la police. Les gens nous respectaient beaucoup, probablement parce que la discipline y est très importante», répond-elle.

Mme Nazari, qui a aujourd'hui le grade de générale de brigade, constate avec tristesse que les policières ne jouissent pas du même respect de nos jours. «C'est le résultat de 23 années de guerre que nous avons eues. Les gens ont oublié beaucoup de choses au point de vue culturel», dit-elle.

Une action limitée

Aujourd'hui, les policières

Mme Nazari était affectée à l'aéroport quand les talibans ont pris le pouvoir en 1996. Elle a été congédiée quelques mois plus tard. «Je suis restée à la maison. J'étais séparée de mon mari, qui s'était marié avec une Russe, et je suis restée avec mes deux fils, raconte-t-elle. Nous avons dû vendre les meubles pour pouvoir manger. Et je craignais que les talibans ne viennent recruter mes fils.»

Elle a repris son travail peu après la chute des talibans, avec le grade de colonel. En 2003, elle a été promue générale de brigade, dans la section des droits de l'homme au ministère de l'Intérieur. «Comme tous les généraux, j'ai dû passer des examens dans le cadre de la réforme de la police. Ensuite, j'ai été nommée directrice générale de la division des passeports, avec 16 agents, quatre fonctionnaires, six contractuels et cinq policiers travaillant sous mes ordres, précise-t-elle. C'était la première fois dans l'histoire de l'Afghanistan qu'une femme était nommée à ce poste.»

Pourquoi avoir choisi cette carrière? «J'aime ce métier. Mon père était officier dans l'armée. Le jour de la fête nationale, j'aimais le voir parader. Il voulait que je fasse

un autre choix, mais j'ai insisté et mon oncle m'a appuyée. Mon père aurait souhaité que je devienne enseignante. Il disait que ce serait difficile pour moi dans la police. Je sais maintenant qu'il avait raison. Mes cheveux ont blanchi.»

Des regrets? «Non», répond-elle. «J'aime mon métier malgré tout. Mais c'est vrai qu'il y a des problèmes pour les femmes en Afghanistan. Les hommes ne veulent toujours pas qu'elles accèdent à des fonctions importantes. C'est triste, ces tensions.»

Mme Nazari s'est rendue en Australie récemment pour étudier les systèmes de traitement des passeports. Mais elle garde un souvenir particulièrement ému d'un voyage en Turquie, où ses hôtes ont été étonnés de voir une femme diriger une délégation de 14 agents de police. «Mon père avait étudié en Turquie. Je pensais aux endroits qu'il avait visités. Sur la tombe d'un poète persan, j'ai pleuré. La télévision turque a alors parlé de la «femme générale émotive». Qualité ou défaut? Il faut éviter de devenir émotif dans le métier. Les émotions brouillent les idées.»

C. L.

Choix de carrière



Les droits des femmes afghanes évoluent depuis la chute des talibans, mais différemment selon les villes et les villages, les tribus et les ethnies.

AHMAD MASSOD REUTTERS

AUJOURD'HUI, L'AFGHANISTAN

UN CAHIER SPÉCIAL PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

«Projet réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)»

Agence canadienne de développement international

Canadian International Development Agency

Centres de recherche et groupes de pression

www.sentinelcouncil.net, du Conseil de Senlis

www.csis.org, du Center for International and Strategic Studies

www.echecalaguerre.org, par le collectif Échec à la guerre

Le Devoir

RESEAU FRANCOPHONE DE RECHERCHE SUR LES OPERATIONS DE PAIX

ROP

AFGHANISTAN

Reconstruire un pays

Difficile subsistance

Les opérations d'éradication du pavot seraient un échec

«L'ouléma de la mosquée a dit qu'Allah n'aime pas ça. Et le Coran dit qu'il faut écouter le chef de l'État.» Pourtant, si dans une province la culture du pavot cesse un jour, ailleurs elle reprend. Il est difficile d'éliminer une culture qui pour plus d'un est l'unique source de revenu. Bienvenue au «pays de l'opium».

CLAUDE LÉVESQUE

Il ne pousse presque plus de pavot dans la province de Baglan, au nord de Kaboul, de l'autre côté des hauts sommets de l'Hindu Kush. En 2005, cette plante couvrait jusqu'à 90 % des terres cultivables dans certains districts.

Le gouvernement afghan et la Fondation Aga-Khan, une des principales ONG à l'œuvre dans cette région, ont fourni aux agriculteurs des semences pour qu'ils cultivent des pommes de terre, du maïs, des carottes et des tomates. La Banque mondiale a de son côté financé des projets d'élevage.

«Nous savons que ce n'est pas suffisant», dit Khalil Ulla, le directeur régional de la fondation pour le district de Doshi. Il y a de la publicité sur le danger que la drogue représente pour les enfants et pour l'avenir du pays. Nous faisons aussi comprendre aux fermiers qu'ils risquent de perdre beaucoup d'argent si les cultures de pavot sont éradiquées.

Des pommes de terre pour supplanter le lucratif pavot, matière première de l'héroïne dont l'Afghanistan est toujours, et de loin, le premier producteur mondial? «Les pommes de terre sont normalement plus rentables que le pavot, qui requiert beaucoup de main-d'œuvre, payée 10 \$ ou 11 \$ par jour au moment de la récolte. Il faut aussi désherber régulièrement autour des plants de pavot», affirme Joanne Trotter, directrice de la Fondation Aga-Khan en Afghanistan.

Une production en hausse

La production d'opium a atteint

un nouveau sommet cette année en Afghanistan, à 8200 tonnes, en hausse de 34 % par rapport à 2006, a annoncé le 27 août l'Office contre la drogue et le crime des Nations unies. Cela devrait lui permettre d'approvisionner 93 % du marché mondial de l'héroïne. La superficie consacrée au pavot aurait par ailleurs augmenté de 17 %.

Les six provinces du sud ont renforcé leur position en tête du peloton avec 7545 tonnes, en hausse de 55 %. C'est la province de Helmand qui détient le championnat, avec 4399 tonnes. Kandahar arrive en troisième position (739 tonnes).

«Nous pouvons renforcer l'économie licite. Nous constatons des progrès réels et une diminution de la production là où la sécurité est assurée et où les institutions gouvernementales sont stables. Dans ces conditions, les fermiers planifient et investissent différemment», explique Joanne Trotter.

Le rapport de l'ONU contient d'ailleurs une nouvelle positive: le nombre des provinces sans opium est passé de six l'an dernier à 13 cette année. L'organisation internationale y voit le résultat d'un renforcement du gouvernement central et d'une meilleure gouvernance au niveau local.

On note ainsi que le Badakshan (nord-est), où l'opium a dominé l'économie et la vie politique pendant des années, n'en a presque pas produit cet été. En revanche, la culture du pavot a repris de plus belle dans la province orientale de Nangarhar.

«Nous ne sommes pas opposés aux programmes d'éradication, mais la difficulté consiste à établir des critères, à définir ce qui doit être en place pour qu'ils fonctionnent: accès aux mar-

chés, possibilité de cultiver autre chose, contexte politique, etc. Ces conditions sont réunies dans bien peu de régions. Malheureusement, l'éradication se fait la plupart du temps dans celles qui ne sont pas prêtes», poursuit Joanne Trotter.

«La culture du pavot n'est pas seulement une question de pauvreté. C'est aussi le résultat de l'effondrement de l'État de droit. Nous n'avons pas de tradition de culture du pavot. C'est un nouveau phénomène qui s'est intensifié à la fin de 1996, quand la communauté internationale a convaincu le Pakistan de cesser d'encourager le pavot», note le ministre du Développement rural, Ehsan Zia.

Vivre à Qardaka

Qardaka est un village pach-toun du district de Doshi, où les membres de la choura, le conseil coutumier, ont reçu les journalistes du Devoir avec l'hospitalité dont ils ont le secret.

«L'an dernier, à cause de la sécheresse et de la pénurie d'eau, nous n'avons rien récolté», se plaint le secrétaire de cette assemblée, Abdou Wali, qui avoue qu'une quinzaine de fermiers ont cultivé la plante interdite en 2006. Quand le gouvernement a décidé d'interdire la culture du pavot, nous avons obéi mais en exigeant quelque chose en échange. Nous avons demandé des semences.»

Ça paie autant que le pavot? On ne répond pas directement. «Quand des gens ont décidé d'en cultiver un petit peu, ils ont compris que ça rapportait beaucoup d'argent. Dans chaque village, une personne remettait l'opium à un intermédiaire qui le remettait à un commandant. Un kilo était payé 7500 roupies pakistanaises ou l'équivalent en dollars US [123 \$US].»

«Des gens venaient au marché pour acheter l'opium qu'ils allaient ensuite vendre à l'étranger, enchaîne le chef de la choura, Saïd Rahman. Nos gens en ont produit pendant trois ans. Du point de vue religieux, ce n'est pas bien. Deux choses étaient importantes pour qu'ils cessent. L'oulé-

ma de la mosquée a dit qu'Allah n'aime pas ça. Et le Coran dit qu'il faut écouter le chef de l'État.»

Au sud, culture en continu

Les opérations d'éradication, c'est-à-dire la destruction manuelle des plants de pavot, se déroulent surtout dans le sud du pays, notamment dans la province de Kandahar, mais également dans celles de Farah (Ouest) et de Nangarhar. Elles donnent lieu chaque saison à des réactions violentes. Des échauffourées ont cette année coûté la vie à quinze policiers et quatre fermiers.

«Les opérations d'éradication du pavot ont été un échec. Malgré des efforts accrus, la production n'a pas baissé. Elles sont surtout dirigées contre les fermiers les plus pauvres, qui n'ont pas les moyens d'offrir des pots-de-vin», jugeait en mars dernier le Center for Strategic and International Studies de Washington (CSIS), dans un volumineux rapport sur l'Afghanistan. Des organisations aussi différentes que la Banque mondiale et le Conseil de Senlis ont également critiqué récemment les efforts d'éradication du pavot.

Comme les principales régions productrices sont maintenant situées dans le sud, les militaires et les diplomates occidentaux affirment que cette industrie sert aujourd'hui à financer les talibans, qui opèrent dans cette région. Qu'il s'agisse des talibans ou d'autres organisations illégales, le cercle vicieux est le même: l'argent de la drogue permet de corrompre les pouvoirs publics, ce qui affaiblit le contrôle gouvernemental et permet de produire encore plus de substances illicites.

Tarik Esmati, directeur régional du ministère du Développement rural à Kandahar, connaît bien la problématique dans les provinces du sud pour y avoir discuté avec les populations concernées. «Les gens savent que la drogue va à l'encontre de la religion, mais ils disent en avoir besoin

pour survivre. Il y a deux côtés à la médaille: du point de vue économique, la terre coûte de plus en plus cher à cultiver. D'un autre côté, les mafias de la drogue sont devenues plus actives dans la région. Or l'offre d'autres modes de subsistance y est encore inexistante», dit-il, ajoutant: «La lutte contre la culture du pavot ne fait pas partie de notre mandat mais nous encourageons les gens à l'abandonner.»

Nécessaire reprise économique

M. Esmati ne voit pas de solution à moins d'une «reprise économique». «Il y a du dumping de farine en provenance du Pakistan. Actuellement, les cultivateurs obtiennent 1 \$ pour un kilo de blé. J'ai suggéré qu'on leur offre 4 \$ et ils ont répondu que 2 \$ seraient suffisants pour qu'ils renoncent à cultiver du pavot. Mais il n'y a actuellement aucun marché qui puisse assurer ce prix. J'ai pensé à un projet de meunerie subventionnée, qui serait déficitaire pendant un certain temps. Je dis: subventionnons une telle entreprise pendant quelques années avec l'argent que nous dépensons pour l'éradication. Nous devons commencer quelque part. Il n'y a pas vraiment d'autre option.»

Le gouvernement américain, qui tente sans succès de convaincre le gouvernement afghan d'utiliser des herbicides pour éradiquer le pavot, a rapidement réagi au récent rapport des Nations unies en promettant de doubler l'an prochain ses efforts de lutte contre cette industrie.

«C'est un désastre international. Il y a des gens en Occident qui créent un marché pour la drogue, déploreait en juillet le ministre du Développement rural dans une entrevue. La coopération régionale est cruciale. La production est exportée vers les pays voisins. Or nous cessons à peine d'être un État défaillant. Nous en sommes encore à reconstruire nos institutions étatiques. Nos voisins sont en meilleure position que nous pour s'attaquer au trafic.»

Le Devoir



Les principales régions produc



Des enfants au travail dans les rues de Kandahar

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Reconstruire Kandahar

Les militaires ont pour mission d'assurer la sécurité nécessaire au développement

L'Équipe provinciale de reconstruction de Kandahar (ÉPRK) a emménagé dans une ancienne conserverie de fruits construite il y a plusieurs décennies par des investisseurs tchèques. La présence dans la cour de quelques Humvees, aux cotés des LAV3 et des RG21, rappelle que ces installations civilo-militaires ont d'abord été dirigées par les Américains avant que le commandement n'en soit remis aux forces armées canadiennes, l'année dernière.

CLAUDE LÉVESQUE

Située dans la ville de Kandahar, à une vingtaine de kilomètres de l'aéroport et de la grande base militaire, l'ÉPRK abrite un peu plus de 200 soldats et quelques représentants de la GRC, des services cor-

rectionnels, des Affaires extérieures et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Les militaires ont pour mission d'assurer la sécurité nécessaire au développement, dans cette province en proie à une insurrection. «Ils créent une bulle de sécurité autour des projets de développement», explique le lieutenant Desmond James, officier de relations publiques à l'ÉPRK.

Une part croissante de l'aide canadienne accordée à l'Afghanistan est destinée à la province de Kandahar. Cette aide passe par plusieurs partenaires, notamment de grandes agences de l'ONU comme l'UNICEF (qui a mené un programme de vaccination contre la polio) et le Programme alimentaire mondial (PAM), dont le Canada est un des principaux contributeurs dans la région, ou des organisations non gouvernementales comme Handicap international et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

L'ambitieux mandat des Équipes provinciales de reconstruction consiste aussi à asseoir l'autorité du gouvernement afghan dans les provinces. Par conséquent, elles travaillent également avec des mi-

nistères comme l'Intérieur, les Travaux publics et le Développement rural.

Près de 600 projets

Jusqu'ici, l'ÉPRK a participé, avec ces différents partenaires, à la mise en œuvre d'environ 600 projets de développement dans tous les districts de la province. Il s'agit le plus souvent du creusement de puits, de la restauration de canaux d'irrigation, de la construction ou de la restauration d'écoles ou de cliniques. Une demi-douzaine d'ouvrages de plus grande envergure y ont été réalisés ou sont en voie de l'être, dont un tunnel, deux importants barrages destinés à l'irrigation et trois ponts, dont le plus long du pays. Il s'agit, dans ce dernier cas, d'un projet cofinancé par le Canada et la Suède.

«Le nombre de projets va diminuer, mais la taille va aller en augmentant», prédit le capitaine Martel Thompson, commandant adjoint de l'Équipe provinciale de reconstruction de Kandahar.

«L'approche vise en premier lieu les besoins humanitaires à court terme mais dans une perspective à long

terme, tout en assurant la participation des collectivités au niveau du district et de la province», résume Hélène Kadi, directrice du développement à l'ÉPRK. L'an dernier, 39 millions ont été dépensés dans la province de Kandahar. Ce n'est pas la somme qui fait la différence, mais l'approche.»

La militarisation de l'aide étrangère a déjà été critiquée par certains acteurs du développement, qui y voient une dangereuse confusion des genres. En juin 2004, l'ONG Médecins sans frontières s'était retirée de l'Afghanistan, où elle œuvrait depuis de nombreuses années, après que cinq de ses coopérateurs eurent été tués par des talibans. Selon cette organisation, une EPR américaine avait mis ses médecins en danger en exigeant que la population fournisse des renseignements sur les talibans avant d'obtenir de l'aide.

«Nous posons des questions sur la sécurité, mais nous ne retenons pas l'aide si les gens ne nous donnent pas d'information», affirme le lieutenant Desmond James. «Nous ne le ferons que si nous voyons qu'on nous a menti.»

Le Devoir

AFGHANISTAN



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le ministre afghan du Développement rural, Ehsan Zia



STRINGER AFP



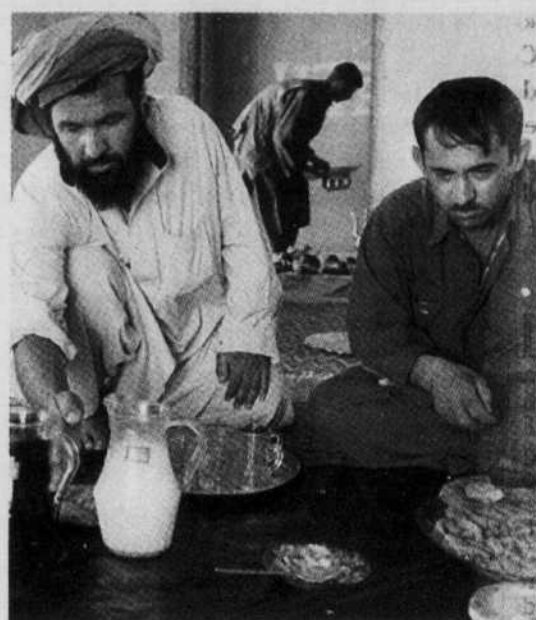
SHAH MARAI AFP

« La lutte contre la culture du pavot ne fait pas partie de notre mandat mais nous encourageons les gens à l'abandonner »



trices de pavot sont maintenant situées dans le sud, où sont concentrés les talibans.

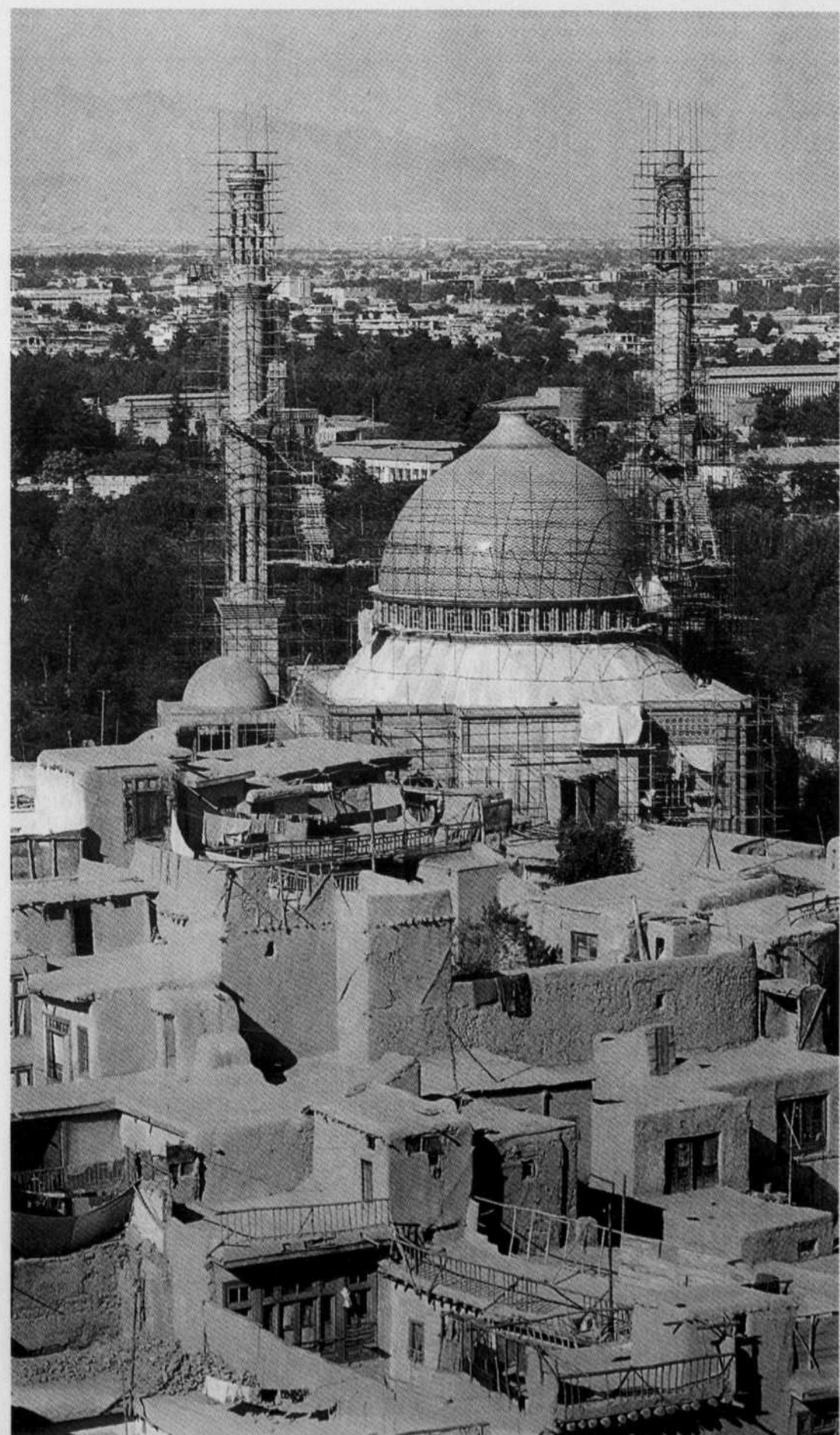
ARCHIVES REUTERS



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Qardaka est un village pachtoun du district de Doshi, où les membres de la *choura*, le conseil coutumier, ont reçu les journalistes de *Devoir* avec l'hospitalité dont ils ont le secret.

« Les opérations d'éradication du pavot ont été un échec. Malgré des effectifs accrus, la production n'a pas baissé. Elles sont surtout dirigées contre les fermiers les plus pauvres, qui n'ont pas les moyens d'offrir des pots-de-vin. »



Kaboul, une ville en pleine reconstruction.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Au pays du « tigre » blessé

Le développement se fait en grande partie à coups de microprojets

Si on s'en tenait seulement à la croissance économique, l'Afghanistan ferait partie des « tigres » de l'Asie. Le Fonds monétaire international prévoit en effet pour ce pays un taux de croissance de 12 % au cours de l'année fiscale en cours, après avoir observé des bonds annuels de 7,15 et même 22 % depuis 2002.

CLAUDE LÉVESQUE

En réalité, l'Afghanistan appartient plutôt au groupe des « pays les moins avancés », pour employer le jargon des économistes. Son produit intérieur brut officiel (sans l'opium) ne s'élève encore qu'à 6,7 milliards, pour une population d'environ 29 millions d'habitants.

Quelque 80 % des Afghans vivent à la campagne, où les conditions de vie pourraient bien s'améliorer au cours des prochaines années avec la fin d'une longue période de sécheresse.

La population urbaine est surtout concentrée à Kaboul, où elle est passée d'environ un million d'habitants en 2001 à trois millions aujourd'hui.

Cette explosion démographique dans la capitale s'explique surtout par le fait que de nombreux réfugiés rentrés d'exil s'y sont établis, au lieu de regagner leur région d'origine. Or la capitale ne possède ni les infrastructures ni les possibilités d'emploi nécessaires pour accueillir une telle population.

33 % de chômeurs

Que ce soit à la ville ou à la campagne, de nombreux Afghans vivent dans une grande pauvreté ou à tout le moins dans des conditions très difficiles. Le gouvernement évalue le taux de chômage à 33 %, tandis que la plupart des emplois sont précaires ou saisonniers.

Ainsi, on peut voir chaque matin, assis à certains ronds-points de la capitale, des centaines d'hommes qui attendent qu'on vienne leur proposer du travail à la journée.

Plusieurs programmes mis en œuvre par le gouvernement afghan ou par des organisations caritatives, visent cette population déshéritée, qui compte aussi de nombreuses veuves ou jeunes femmes devant subvenir aux besoins d'une famille.

L'un d'eux porte le nom de Mécanisme de microfinancement et de soutien en Afghanistan, MISFA se

lon l'acronyme anglais. Il s'agit d'un programme national de microcrédit qui a été établi en 2003 et qui est doté de 60 millions.

Le gouvernement afghan (mais aussi le gouvernement canadien, qui le finance à la hauteur de 40 millions) affirme que ce programme a rejoint plus de 300 000 personnes, dont les trois quarts étaient des femmes. Le taux de remboursement des prêts serait de 98 %, un taux encore plus élevé qu'au Bangladesh, où la formule du microcrédit a été inventée.

Le MISFA fournit des fonds à divers organismes de microcrédit, dont certaines ONG de développement. Dans les villages, les prêts permettent aux agriculteurs d'acheter des semences, du bétail ou des instruments aratoires.

En ville, les programmes de microcrédit s'adressent souvent à des femmes. Par exemple, une organisation appelée Partners in Revitalization and Building a consenti des prêts d'environ 200 \$ à plusieurs des femmes qui avaient suivi des cours de couture (et d'alphabétisation pour celles qui en avaient besoin) dans son centre situé dans un quartier populaire de Kaboul.

« Solidarité nationale »

Le ministère du Développement rural a mis en place depuis quatre ans un programme dit « de solidarité nationale », qui vise à doter les villages des équipements qui leur font le plus cruellement défaut. Les habitants déterminent eux-mêmes leurs priorités, après avoir élu démocratiquement un « comité de développement communautaire ».

Le ministre, Mohammed Ehsan Zia, parle d'« un programme phare, parce qu'il met l'accent sur la participation civique en même temps que sur l'éradication de la pauvreté ».

La grande majorité des donateurs internationaux financent ce programme, qui a rejoint à ce jour 22 000 des quelque 38 000 villages

que compte ce pays à la géographie capricieuse. « Depuis 2002, les succès ont été plus grands dans les régions rurales », observe Miriam Sherman, directrice du bureau de la Banque mondiale à Kaboul. La situation dans les zones urbaines est plus complexe, notamment à cause des multiples niveaux de gouvernement dont les pouvoirs ne sont pas bien définis. »

Un pays à électrifier

Le réseau électrique ne fonctionne qu'une partie de la journée à Kaboul, où les rues sont à peine éclairées la nuit. La construction d'une ligne de transmission depuis le Tadjikistan voisin doit en principe être achevée l'année prochaine, ce qui devrait améliorer la situation à ce chapitre. Il faut dire que, à l'échelle du pays, les résidences de seulement 10 % des citoyens sont raccordées au réseau électrique.

La croissance économique a permis au gouvernement afghan d'augmenter sensiblement ses revenus autonomes au cours des dernières années, mais celui-ci demeure tributaire de l'aide internationale.

La Banque mondiale gère le Fonds d'affectation spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan, qui sert essentiellement à financer le déficit du gouvernement afghan.

En janvier 2006, à Londres, la communauté internationale s'est engagée à donner à l'Afghanistan 10,5 milliards d'ici 2011.

Le Canada, pour sa part, a promis une aide d'un peu plus d'un milliard d'ici cette date, dont environ 139 millions cette année.

Le développement de l'Afghanistan se fait en grande partie à coups de microprojets. Même dans le secteur privé, ce sont surtout de petites entreprises qu'on voit apparaître, dans les secteurs de la construction et de l'agroalimentaire, notamment.

Un des rares projets industriels d'envergure concerne présentement la remise en exploitation du principal gisement de cuivre du pays, dans la province de Logar, à une trentaine de kilomètres au sud de Kaboul. Neuf grandes sociétés minières, dont l'entreprise canadienne Hunter Dickson, se sont montrées intéressées à exploiter le gisement d'Aynak, à la suite d'un appel d'offres lancé l'an dernier.

Le Devoir

AFGHANISTAN

Stratégie globale

Sécuriser d'abord le territoire

L'ONU coordonne l'organisation politique et le développement économique

Les soldats du 22^e régiment basé à Valcartier viennent d'arriver à Kandahar, où ils se retrouvent au cœur des opérations dans la province du même nom. Pour les six prochains mois, ils seront de faction sur la ligne de feu. Leur mission est dangereuse. Déjà trois d'entre eux sont tombés, victimes de mines. Depuis 2002, soixante-dix militaires canadiens sont décédés. Directeur adjoint du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, Marc André Boivin expose l'architecture de la mission militaire en Afghanistan et le rôle des soldats canadiens sur le terrain.

MARC ANDRÉ BOIVIN

Avec toute l'attention portée aux décès de soldats, on pourrait croire que l'action du Canada en Afghanistan se limite à l'envoi d'un contingent militaire à Kandahar pour faire la guerre. Pourtant, outre un déploiement militaire plus complexe qu'il n'y paraît, cette action comporte aussi une dimension politique et un programme d'aide au développement majeurs. L'intervention canadienne dans son ensemble est par ailleurs intégrée à un effort international associant directement une quarantaine de pays, l'OTAN et l'ONU.

Forces spéciales

Trois missions principales sont au centre de ce dispositif. Il y a d'abord une mission sous direction américaine, chargée de s'attaquer directement à tout ce qui est rattaché au terrorisme. Héritière de l'opération «Liberté immuable» (mieux connue sous son appellation anglaise, «Enduring Freedom»), elle opère comme un commando de chasse prêt à réagir à toute information pouvant mener à la destruction ou à la capture d'éléments liés à l'insaisissable nébuleuse d'Al-Qaïda.

Le Canada y participe depuis ses débuts en 2001, notamment par le biais de ses forces spéciales réunies sous la Deuxième Force opérationnelle interarmées. L'action de ces forces spéciales est entourée de secret. Cependant, leur profil en fait l'outil idéal pour mener des opérations coups de poing contre des groupuscules terroristes.

Assistance à la sécurité

La grande majorité des militaires canadiens envoyés en Afghanistan

participent à une autre mission distincte, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Créée par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU au début de 2002, la FIAS devait initialement s'occuper uniquement d'assurer une certaine sécurité dans la capitale, Kaboul, et ainsi donner un peu d'espace à un gouvernement provisoire embryonnaire. Au milieu de 2003, à la demande pressante du gouvernement afghan, le mandat de la FIAS est étendu à l'ensemble du pays. Pour mener à bien cette difficile tâche, l'OTAN accepte de reprendre sous son aile la FIAS. C'est dans le cadre de cette expansion que le Canada envoie son principal contingent dans la région de Kandahar.

La mise en place d'une présence militaire pour assurer la sécurité sur l'ensemble du territoire afghan pose à l'OTAN des problèmes difficiles à résoudre. Outre les défis inhérents à la géographie redoutable du territoire et aux conséquences de décennies de guerre, le principal écueil demeure le peu d'entraîn manifesté par les pays membres de l'Alliance pour fournir des troupes et du matériel. L'élargissement de l'autorité de la FIAS à l'ensemble de l'Afghanistan ne pourra donc être complété qu'en octobre 2006, et encore, avec beaucoup moins de soldats qu'on était en droit d'espérer pour mener à bien leur tâche.

Actions civiles

Parallèlement à ce dispositif militaire biphase, un processus politique et un programme d'aide ont été mis en place. Dès la fin de 2001, un ensemble de leaders afghans ont été réunis à Bonn pour préparer l'après-talibans. Ils ont

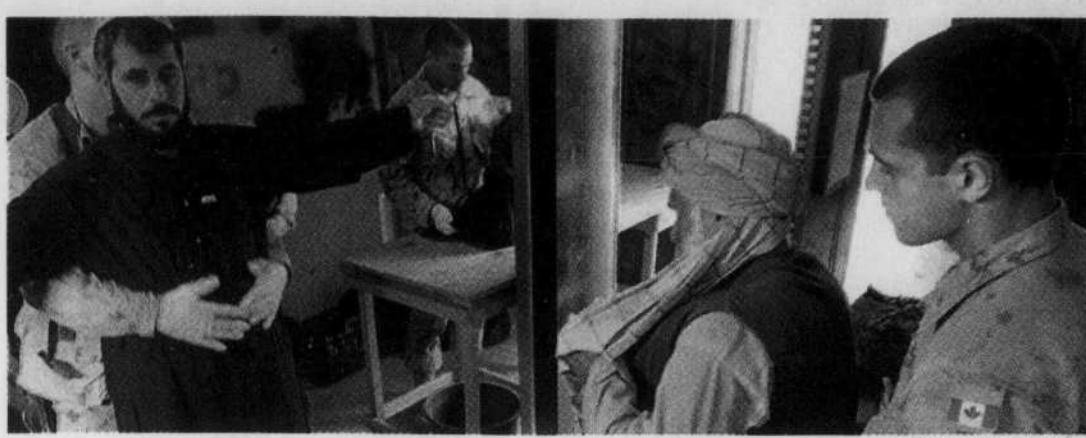
produit une feuille de route, y compris une demande adressée au Conseil de sécurité pour la création de la FIAS et la tenue d'élections présidentielle et législatives, qu'on désigne comme le «processus de Bonn». Ce processus a été suivi au début 2006 par le «Pacte pour l'Afghanistan». Il s'agit d'une entente en vertu de laquelle les contributeurs internationaux s'engagent à fournir un montant d'aide sur cinq ans avec, en contrepartie, une série d'objectifs à atteindre par le gouvernement afghan.

Pour coordonner l'action des diverses organisations d'aide et appuyer les efforts du gouvernement afghan pour mieux s'organiser, l'ONU a mis en place la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Opérant sous la responsabilité du Département des affaires politiques, et non du Département des opérations de maintien de la paix, cette mission est uniquement composée de civils.

L'action de la communauté internationale est pensée en fonction de trois piliers: la sécurité, la gouvernance et le développement. En théorie, le plan de match est dicté par le «Pacte pour l'Afghanistan», le processus politique et d'aide au développement est coordonné par le gouvernement afghan et appuyé par la MANUA, et la FIAS est un outil à son service (entre autres pour l'aider à former son armée et, au besoin, sécuriser des zones instables au-delà de son contrôle).

Dans les faits, cette architecture byzantine est soumise aux aléas de la volonté politique des principaux acteurs, en particulier celle des États-Unis, dont le rôle est central depuis le début. Par ailleurs, la présence internationale a beaucoup souffert des incohérences produites par la poursuite simultanée d'objectifs parfois contradictoires, tels la lutte contre le terrorisme, la reconstruction et la stabilisation de l'Afghanistan, l'élimination du trafic de la drogue et la mise en place d'une démocratie. Avec la hausse marquée des violences depuis 2005, on a pu constater en quoi les laissés-pour-compte du processus de Bonn ont tiré profit de ces failles.

Collaboration spéciale



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Des soldats canadiens fouillent ceux qui entrent ou sortent de la base militaire alliée à Kandahar.

De Kandahar à Kaboul

En tout, quelque 2550 militaires canadiens sont déployés actuellement en Afghanistan. La plupart d'entre eux, autour de 2500, font partie de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN. Au sein de la FIAS, 300 militaires sont affectés à des fonctions de soutien et de coordination à Kaboul et à l'extérieur de l'Afghanistan. Un autre contingent de 250 soldats travaille au sein de l'Équipe provinciale de reconstruction (EPR) de Kandahar. Ces équipes se veulent une interface entre les mondes militaire, politique et du développement.

Sur le terrain

L'EPR de Kandahar dispose de ses propres installations avec, en plus des membres des forces canadiennes, des représentants de divers ministères dont ceux des Affaires extérieures et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Les autres forment un groupe de combat et de commandement opérant depuis la base multinationale de l'aéroport de Kandahar. Ils sont le véritable centre de gravité de toutes les opérations militaires dans la province.

Une trentaine de militaires sont intégrés à la mission antiterroriste internationale sous commandement américain. Au quotidien, cette mission est appelée à agir de concert avec la FIAS et lui fournit parfois un appui direct, telles des frappes aériennes. Les soldats canadiens sont là pour s'assurer que la collaboration se passe bien. Par ailleurs, un nombre indéterminé de membres des Forces spéciales (pas plus de quelques centaines, selon les estimations disponibles) apportent leur concours à cette mission antiterroriste.

Finalement, un petit groupe d'une quinzaine de militaires forment l'Équipe consultative stratégique. Issue d'une entente bilatérale entre les gouvernements afghan et canadien, l'Équipe offre son expertise à une administration publique dont les capacités demeurent

bien en-deçà de ses responsabilités. Modeste en apparence, cette Équipe a pourtant une influence significative; elle a notamment tenu un rôle important dans l'élaboration du Pacte pour l'Afghanistan.

Résistance

Le gros des troupes canadiennes opère donc dans la province de Kandahar. Leur arrivée s'est faite en deux temps. D'abord, en août 2005, le Canada a pris en charge l'EPR de Kandahar. Ensuite, en février 2006, le groupe de combat et de commandement s'est installé à la base de l'aéroport de Kandahar. Rapidement, ils ont été confrontés à un assaut en règle des talibans, qui s'étaient fixés pour objectif la prise de Kandahar en 2006. Les combats se sont soldés par un cuisant échec pour eux, avec plusieurs centaines de combattants tués, sans gains notables. Depuis, ils se sont rabattus sur des méthodes indirectes moins exigeantes en matière de ressources et de logistique, tels des attentats suicide ou des engins explosifs improvisés.

Le défi pour les forces canadiennes est pourtant beaucoup plus large. La résistance à l'assaut des talibans n'est qu'un succès tactique immédiat. Les dizaines de soldats canadiens tués par des méthodes indirectes pèsent plus lourd sur le plan stratégique, puisque chacun d'eux a un effet politique indubitable sur la volonté des Canadiens de maintenir leur présence à Kandahar. La véritable mesure du succès se prendra dans le long terme, lorsque les Afghans de la province de Kandahar auront convenu d'un fonctionnement politique excluant le recours à la violence et que la reconstruction pourra prendre racine. Sous cet angle, les talibans ont marqué des points en éloignant d'autant plus cet horizon.

M. A. B.

Valcartier, un monde à part

«Ils savent dans quoi ils s'embarquent»

À Valcartier, une ville dans une ville, des bénévoles comme des salariés, sans tenir compte de ce que pense la population québécoise dans son ensemble, font tout ce qui est nécessaire pour soutenir des militaires qui, eux, «ont le goût de partir».

ISABELLE PORTER

Québec — Véritable ville dans la ville, la base militaire de Valcartier était en quelque sorte coupée du reste de Québec jusqu'à ce que la mission en Afghanistan la place au centre de toutes les préoccupations.

«Auparavant, les gens connaissaient moins Valcartier, ils n'étaient pas autant au fait de ce qui se faisait ici. Maintenant, c'est moins mystérieux», constate Marie-Claude Michaud, la directrice du Centre Famille Valcartier. «On observe un plus grand intérêt de la population civile pour les familles.» Depuis le début de la mission en Afghanistan, Mme Michaud a vu cogner à sa porte des bénévoles provenant des quatre coins de la région de Québec, de l'ancienne ville de Sainte-Foy et de Charlesbourg jusqu'à la Rive-Sud.

Avec ses 50 employés salariés et sa centaine de bénévoles, le Centre est le plus gros du genre au Québec, loin devant ceux de Bagotville, au Saguenay, et de Montréal. Créé par des femmes de militaires à la suite de la Crise d'Oka, il offre aux familles tout un éventail de services. Des documents remis aux

ter des ordinateurs. «Ça leur permet de rester en contact avec leur famille à partir de là-bas. Moi, mon fils est là-bas depuis deux semaines. À tous les jours, il nous envoie un petit courriel.»

Une société qui «s'autosuffit»

Une chance qu'ils ont accès à Internet, parce que les environs de la base de Valcartier sont plutôt tranquilles. Ce qui n'empêche pas les militaires d'y trouver tout ce dont ils ont besoin. Comme nous disait Mme Michaud, «c'est une société qui s'autosuffit». Juste à côté du magasin Can-

nex, un petit centre commercial offre tous les services possibles: épicerie, clinique médicale, dentiste, opticien, pharmacie, boutique de cadeaux, bureau de notaire et salon de coiffure.

«Vous cherchez des militaires?», demande l'une des coiffeuses. «Ceux qui partent ce soir sont habillés en beige.» Sur la chaise devant elle, un soldat habillé en vert nous accueille avec méfiance. «Vous connaissez la procédure pour les relations publiques si vous voulez parler à un militaire? Avez-vous le numéro de l'officier responsable? C'est quoi votre nom? Vous travaillez pour qui?»

La petite communauté de Valcartier n'a certes pas l'habitude d'avoir autant d'attention. Louise Dubé coiffe des soldats depuis onze ans. Elle dit que la population civile les comprend mal. «Ils ne comprennent pas que la plupart des militaires ont le goût de partir. Tout ça, ça fait rouler l'économie. Quand ils vont revenir, ils vont s'acheter une maison, une auto. Ce sont les civils qui ne connaissent pas l'armée qui ont des problèmes avec ça.» Sa collègue, Mirielle Dubé, abonde dans le même sens. «Je n'en ai pas vu un seul qui ne voulait pas partir.»

Or, si la population comprend mal les militaires, ces derniers suivent de près l'opinion du reste du Québec, fait remarquer Marc André Boivin, le directeur adjoint du Réseau francophone sur les opérations de paix, affilié à l'Université de Montréal. «Il ne faut pas penser que les militaires de Valcartier vivent en vase clos. Ils savent très bien comment l'appui a évolué dernièrement. Ils suivent très bien ce qui se passe dans les médias francophones. Ils savent dans quoi ils s'embarquent.»

Le Devoir

LA GUERRE. TELLE QU'ILS LA VOIENT.

AFGHANISTAN

CHRONIQUES D'UNE GUERRE

Cette exposition saisissante sur la participation du Canada à la mission internationale de sécurité en Afghanistan va au-delà des manchettes. C'est par des témoignages tirés du chaos de la guerre et de la lutte pour la paix que sont présentés les efforts canadiens pour aider les Afghans à reconstruire leur pays.

Une exposition réalisée par le Musée canadien de la guerre mettant en vedette les images des journalistes Stephen Thorne et Garth Pritchard.

1 place Vmy Ottawa • 1-800-555-5621
www.musee.la.guerre.ca/Afghanistan

CLUBWAZELLEZ

Canada

CCHM

Commission canadienne d'histoire militaire

affiliée à la Commission Internationale d'histoire militaire

Secrétaire: Jean Morin
morin.jh@forces.gc.ca